



23—27 septembre 2019

Moscou, Fédération de Russie



Rapport relatif aux résultats du XXIII^e INCOSAI

Sommaire

Données statistiques relatives au XXIIIe INCOSAI.....	3
Programme du XXIIIe INCOSAI (liste des réunions)	4
Vote.....	6
Programme culturel	8
Faits saillants du XXIIIe INCOSAI	9
Réunions des Commissions	9
Commission des normes professionnelles (PSC)	9
Commission chargée du renforcement des capacités (CBC).....	9
Commission de partage des connaissances (KSC).....	10
Réunions du Comité directeur de l'INTOSAI.....	12
72 ^{ème} réunion du Comité directeur	12
73 ^{ème} réunion du Comité directeur	13
Cérémonie d'inauguration	14
Sessions plénières générales	15
Sessions plénières thématiques	17
Thème I – « Les technologies de l'information utilisées pour développer l'administration publique ».....	17
Thème II – « Le rôle que jouent les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans la réalisation des priorités et objectifs nationaux »	19
Session plénière de discussion et d'approbation de la Déclaration de Moscou	21

Réunions parallèles du XIIIe INCOSAI	23
Formats de discussion	23
Réunions-débats avec la participation d'experts externes	23
Discussions ouvertes sur les questions relatives à l'INTOSAI.....	25
Autres événements parallèles	28
Auditer la mise en œuvre des objectifs de développement durable	28
Rôle des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques en matière de lutte contre la corruption	28
Débat sur l'égalité entre les sexes	29
Les ISC dotées de compétences juridictionnelles.....	30
Déclaration de Moscou	31

Données statistiques relatives au XXIIIe INCOSAI

- Des représentants de 169 pays, soit 87 % des membres à part entière de l'INTOSAI, ont participé au XXIIIe INCOSAI. 127 délégations étaient encadrées par les Présidents des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC).
- 665 invités étrangers y ont participé.
- 104 invités spéciaux et experts externes ainsi que les Présidents de 18 organes de contrôle et de comptabilité des entités constitutives de la Fédération de Russie ont assisté aux manifestations.
- Le nombre total de participants était de 787 personnes.
- 21 manifestations ont été organisées dans le cadre du XXIIIe INCOSAI, le programme culturel couvrant 4 jours.
- Une interprétation simultanée a été assurée dans les cinq langues officielles de l'INTOSAI (allemand, anglais, arabe, espagnol et français), ainsi que dans cinq langues supplémentaires (chinois, japonais, portugais, russe et vietnamien). Les services de 23 interprètes et de 4 traducteurs ont été fournis lors de tous les principales manifestations du Congrès.
- Le XXIIIe INCOSAI a conduit à l'adoption de la Déclaration de Moscou, appuyée par 98,9 % des chefs de délégations nationales participant à l'INCOSAI.

Programme du XXIIIe INCOSAI (liste des réunions)

Lundi 23 septembre

Réunion de la Commission des normes professionnelles

Réunion de la Commission chargée du renforcement des capacités

Réunion de la Commission du partage des connaissances

72^{ème} réunion du Comité directeur

Mardi 24 septembre

72^{ème} réunion du Comité directeur

Discussions ouvertes sur les questions relatives à l'INTOSAI

Mercredi 25 septembre

Réunion-débat avec la participation d'experts externes

Réunion-débat 1 :

Macro-audit : défis stratégiques pour l'économie mondiale et le développement international

Réunion-débat avec la participation d'experts externes

Réunion-débat 2 :

Le développement durable à l'ère des grandes perturbations : quelles solutions les technologies et les outils de gestion publique peuvent-ils apporter aux gouvernements ?

Cérémonie d'inauguration

- Discours du Président de la Fédération de Russie, M. V. Putin
- Discours au nom du Président du Conseil de la Fédération de la Fédération de Russie par M. S. Ryabukhin, Président de la Commission du budget et des marchés financiers
- Discours de M. A. Zhukov, Premier Vice-président de la Douma d'État de la Fédération de Russie
- Discours de M. S. Sobyenin, Maire de Moscou
- Discours de Mme M. Kraker, Secrétaire générale de l'INTOSAI, Présidente de la Cour des comptes autrichienne
- Discours du Dr. H. Al Amimi, Président de l'ISC des Émirats arabes unis, Président sortant de l'INTOSAI
- Passation des fonctions de la Présidence de l'INTOSAI
- Discours du nouveau Président de l'INTOSAI, M. A. Kudrin, Président de la Cour des comptes de la Fédération de Russie

Ouverture

- Allocution de bienvenue du nouveau Président de l'INTOSAI (Fédération de Russie)
- Approbation du Règlement intérieur et de l'ordre du jour
- Élection du Vice-président du Congrès (Kazakhstan)

Première Session plénière générale

1. Rapport du Président de l'INTOSAI (Fédération de Russie)
2. Rapport du Comité de surveillance sur les questions émergentes émergentes (É.A.U.)
3. Rapport de la Secrétaire générale de l'INTOSAI (Autriche)
4. Rapport du Président de la Commission des affaires politiques, financières et administratives. Coopération INTOSAI-bailleurs de fonds (Arabie saoudite)

5. Rapport des Organisations régionales :
 - 5a AFROSAI (Cameroun)
 - 5b ARABOSAI (Tunisie)
 - 5c ASOSAI (Chine)
 - 5d CAROSAI (Jamaïque)
 - 5e EUROSAI (Espagne)
 - 5f OLACEFS (Chili)
 - 5g PASAI (Nouvelle-Zélande)
6. Rapport du Président de la Commission des normes professionnelles (Brésil)
7. Rapport du Président de la Commission chargée du renforcement des capacités (Afrique du Sud)
8. Rapport du Président de la Commission du partage des connaissances (Inde)
9. INTOSAI/ISC et ODD (Secrétariat général)
10. Rapport des auditeurs de l'INTOSAI (Ghana et Lituanie)

Jeudi 26 septembre

Sessions plénières thématiques

- Thème I « Les technologies de l'information utilisées pour développer l'administration publique » (Chine, Canada)
 Thème II « Le rôle que jouent les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans la réalisation des priorités et objectifs nationaux » (Fédération de Russie, Italie)

Vendredi 27 septembre

Session plénière thématique de clôture

Session plénière de discussion et d'approbation de la Déclaration de Moscou

Deuxième Session plénière générale

1. Rapport de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (Norvège)
2. Rapport de la Revue internationale de la vérification des comptes publics (États-Unis d'Amérique)
3. Élection des membres du Comité directeur (Secrétariat général)
4. Élection des auditeurs (Secrétariat général)
5. XXIVe INCOSAI (Fédération de Russie, Brésil)
6. Parties prenantes de l'INTOSAI
 - 6a Nations Unies
 - 6b Banque mondiale
 - 6c Institut des auditeurs internes (États-Unis d'Amérique)
7. Cérémonie d'adieu au Président sortant de l'INTOSAI (Secrétariat général)
8. Cérémonie d'adieu membres sortants du Comité directeur (Secrétariat général)

73^{ème} réunion du Comité directeur de l'INTOSAI (Fédération de Russie, Secrétariat général)

Autres événements parallèles :

1. Auditer la mise en œuvre des objectifs de développement durable (Secrétariat général de l'INTOSAI ; les langues de travail sont toutes des langues officielles de l'INTOSAI)
2. Rôle de l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques en matière de lutte contre la corruption (É.A.U. ; la langue de travail est l'anglais)
3. Discussion sur l'égalité entre les sexes (Initiative de développement de l'INTOSAI ; la langue de travail est l'anglais)

Vote

Le XXIII^e INCOSAI a été équipé d'un système de vote électronique. Un logiciel spécial avait été développé à cet effet. Le chef de chaque délégation a reçu une tablette avec un programme informatique préinstallé, ce qui a rendu le processus de vote rapide, clair et ouvert. Les participants à la réunion ont pu observer le déroulement du vote. Toutes les informations étaient affichées en temps réel sur les écrans dans la salle.

Ainsi, nous disposons désormais de statistiques de vote précises.

№	Motions	Options de réponse (%)	
		Oui	Non
Première Session plénière générale			
1.1	Approbation du Règlement intérieur et l'ordre du jour du XXIII ^e INCOSAI	100	0
1.2	Élection de l'ISC du Kazakhstan à la Vice-présidence du XXIII ^e INCOSAI	96	4
1.3	Prend note du rapport du Président de l'INTOSAI	96,6	3,4
1.4	Prend note du rapport du SCEI	97,8	2,2
1.5	Prend note du rapport de la Secrétaire générale	93,5	6,5
1.6	Prend note du rapport du Président de la Commission des affaires politiques, financières et administratives et des activités au sein la Coopération INTOSAI-bailleurs de fonds	97,7	2,3
1.7	Prend note des rapports des sept Organisations régionales de l'INTOSAI	98,4	1,6
1.8	Prend note du rapport de la Commission des normes professionnelles	100	0
1.9	Prend note du rapport de la Commission chargée du renforcyswement des capacités	98,4	1,6
1.10	Prend note du rapport de la Commission du partage des connaissances	100	0

1.11	Prend note du rapport de la Secrétaire générale sur l'INTOSAI/les ISC et ODD	100	0
1.12	Prend note du rapport des auditeurs de l'INTOSAI	100	0
Session plénière de discussion et d'approbation de la Déclaration de Moscou			
	Approbation de la Déclaration de Moscou	98,9	1,1
Deuxième Session plénière générale			
2.1	Prend note du rapport de l'Initiative de développement de l'INTOSAI	98,2	1,8
2.2	Prend note du rapport de la Revue internationale de la vérification des comptes publics	99	1
2.3	Approbation de la nomination des ISC suivantes en tant que membres du Comité directeur de l'INTOSAI	98,2	1,8
2.4	Élection des ISC de la Jamaïque et de la Lituanie en tant qu'auditeurs externes de l'INTOSAI pour la période 2020 à 2022	98,2	1,8
2.5	Approbation de l'ISC du Brésil en tant qu'hôte du XXIVe INCOSAI en 2022	100	0

Programme culturel

- Le 25 septembre 2019, une visite guidée de la réserve du musée de Kolomenskoye a été organisée pour les personnes accompagnantes des membres des délégations nationales.
- Le 26 septembre 2019, après le programme officiel, les membres du Comité directeur de l'INTOSAI et les Présidents des Organisations régionales EUROSAI et ASOSAI, dont la Russie est membre, ont bénéficié d'une visite guidée au Grand Palais du Kremlin.
- Le 26 septembre 2019, dans la soirée, tous les participants du XXIIIe INCOSAI se sont rendus au théâtre du Bolchoï pour assister au ballet du Lac des Cygnes.
- Le 27 septembre 2019, une réception officielle a eu lieu au Palais d'État du Kremlin en l'honneur des participants à l'INCOSAI. Aleksei Arkhipovsky, un virtuose de la balalaïka, et le Théâtre académique de danse d'État de Moscou « Gzhel » ont donné un spectacle devant le public.
- Le 28 septembre 2019, une visite du Kremlin de Moscou a été organisée pour les personnes intéressées.

Faits saillants du XXIII^e INCOSAI

Réunions des Commissions

L'objectif des réunions de l'INTOSAI et des Commissions PSC, CBC, KSC avant le Congrès consistait à permettre à tous les membres des Commissions de participer et de résumer les résultats de la période triennale précédente.

Commission des normes professionnelles (PSC)

Une nouvelle structure du Cadre des prises de position professionnelles de l'INTOSAI a été introduite :

- INTOSAI-P (documents fondamentaux),
- ISSAI (principes de base pour la conduite de tous les types d'audit public),
- GUID (orientations pour la conduite de différents types d'audit),
- COMP (normes de compétence).

Il a été noté que 26 prises de position professionnelles de l'INTOSAI étaient en cours de révision. Une version mise à jour du site web issai.org a été présentée.

Un nouveau Plan de développement stratégique pour la période 2022 du Cadre des prises de position professionnelles de l'INTOSAI prend effet en 2020, soulignant les principales priorités dans l'élaboration de documents de l'INTOSAI.

Commission chargée du renforcement des capacités (CBC)

Les projets de la Commission ont été examinés lors de la réunion et d'autres programmes de travail ont été présentés.

1. Sur les contrôles coopératifs (présidé par l'ISC du Pérou). D'ici 2020, il est prévu : d'élaborer une stratégie de communication ; de poursuivre l'échange d'expériences entre experts au niveau régional ; de traduire tous les documents relatifs aux audits conjoints (sous la direction de la Commission) dans les cinq langues officielles de l'INTOSAI. Il est prévu que des orientations pratiques sur la méthodologie des audits conjoints soient élaborées chaque année.

2. Sur l'IntoSAINT, l'outil d'auto-évaluation de l'intégrité des ISC (présidé par l'ISC du Mexique). En 2019, 19 nouveaux modérateurs de la CAROSAI et 11 de la PASAI ont travaillé sur l'introduction d'un système d'auto-évaluation. Actuellement, le projet compte plus de 200 modérateurs certifiés provenant de 70 pays. Un système d'auto-évaluation a été mis en place dans les ISC d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Samoa, des îles Caïmans, des îles Cook

et de la Jamaïque. Entre octobre et décembre, une auto-évaluation de l'intégrité sera menée dans l'ISC du Suriname et une formation pour les modérateurs dans l'ISC du Sénégal.

3. Sur les évaluations par les pairs (présidé par l'ISC de Slovaquie). D'ici 2022, le Guide d'examen par les pairs aura été mis à jour (ISSAI 5600).

4. Sur l'audit dans des contextes complexes et difficiles (présidé par l'ISC de Suède). Durant la période 2020 à 2022, les informations sur les meilleures pratiques seront rendues plus accessibles, les formats de coopération pour l'échange d'expériences entre les ISC travaillant dans des contextes complexes et difficiles seront élargis et la participation des bailleurs de fonds sera encouragée.

5. Sur l'élaboration de Guides et de Documents occasionnels (présidé par l'ISC du Kenya). En 2018–2019, le Guide intitulé « Le renforcement du rôle des ISC » a été développé (le document est disponible en arabe, espagnol et français). Les articles suivants ont été publiés : « Le changement organisationnel durable est une bonne pratique en partenariat » et « La gestion dans les ISC - basée sur l'expérience de l'ISC du Royaume-Uni ». Après 2020, le manuel sur la « Gestion des ressources humaines dans les ISC » sera mis à jour.

6. Sur la professionnalisation des auditeurs (présidé par l'ISC d'Afrique du Sud). Le Guide intitulé « Voies pour un développement professionnel » a été préparé. Il prévoit notamment l'élaboration d'une feuille de route sur les compétences des auditeurs.

Commission de partage des connaissances (KSC)

Le président de la Commission, M. Rajiv Mehrishi (ISC de l'Inde), a présenté un rapport sur les résultats de la Commission au cours des trois dernières années (2017 à 2019). La Commission comprend 12 Groupes de travail. L'éventail des domaines examinés par chaque Groupe va de l'audit de la dette publique, l'environnement, de la numérisation à la modernisation financière, la lutte contre la corruption, les politiques gouvernementales et l'évaluation de programmes. La Cour des comptes de la Fédération de Russie anime deux Groupes de travail, à savoir le Groupe de travail sur la passation des marchés publics et le Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés.

Les Groupes de travail se consacrent principalement à l'échange des meilleures pratiques et à l'élaboration de documents méthodologiques appropriés (normes et orientations) visant à améliorer les audits.

Le résultat des activités du Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés a été l'élaboration et l'approbation d'orientations pour l'audit du développement et de l'utilisation des indicateurs nationaux clés. Par ailleurs, en 2019, la tendance à l'élargissement du mandat des ISC, notamment pour réaliser des analyses complètes de projets nationaux et auditer la réalisation des objectifs de développement durable, a entraîné l'élargissement du mandat du Groupe et sa renomination en Groupe de travail sur les ODD et les indicateurs clés pour un développement durable.

Le Groupe de travail sur l'audit de la passation des marchés publics élabore actuellement des orientations sur l'audit de la passation des marchés publics.

La création d'un nouveau Groupe de travail chargé d'étudier l'impact de la science et de la technologie sur le processus d'audit a été approuvée. Il est prévu que le Groupe étudiera des questions telles que l'intelligence artificielle, la technologie blockchain, la cybersécurité, les données analytiques, l'apprentissage machine, la technologie 5G, et faciliter leur introduction active dans les activités quotidiennes des ISC pendant l'audit.

Un rapport a été présenté sur le lancement du portail Internet de l'INTOSAI, contenant à la fois des informations détaillées sur les activités de chaque Groupe de travail et une option pour un échange de vues rapide entre toutes les parties intéressées. En outre, le nouveau portail permettra de créer et de réviser les documents en collaboration et en temps réel, ce qui améliorera considérablement leur qualité et réduira le temps nécessaire à leur approbation.

Évoquant les plans de développement à venir pour la période 2020 à 2022, M. Mehrishi a mentionné une nouvelle gamme de produits en cours d'élaboration ; la révision des normes et orientations existantes qui sont devenues obsolètes ; le renforcement de la collaboration avec les Organisations régionales, les principales Commissions, le Secrétariat général de l'INTOSAI et la communauté universitaire ; le lancement de projets de recherche ; la poursuite de l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. En outre, des indicateurs de performance vont être introduits pour évaluer la réalisation des objectifs de la Commission.

Réunions du Comité directeur de l'INTOSAI

72^{ème} réunion du Comité directeur



La 72^{ème} réunion du Comité directeur s'est tenue peu avant le XXIII^e INCOSAI, les 23 et 24 septembre 2019, sous la présidence de l'ISC des É.A.U., qui détient également la Présidence de l'INTOSAI.

- Le Secrétariat général de l'INTOSAI, les ISC des É.A.U., de la Fédération de Russie, du Brésil, d'Afrique du Sud, d'Arabie saoudite, du Cameroun, du Chili, de Chine, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, d'Inde, de la Jamaïque, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Tunisie ont présenté leurs rapports. Une séance de discussion a été organisée sur l'application des ISSAI.
- La Fédération de Russie a fait rapport sur les préparatifs liés au XXIII^e INCOSAI ainsi que sur le Protocole d'accord entre l'INTOSAI et l'OCDE.
- Les membres du Comité directeur ont approuvé la proposition de soumettre à la considération de l'INCOSAI la question de l'élection des ISC de la Lituanie et de la Jamaïque en tant qu'auditeurs externes pour la période 2019 à 2021. L'ISC du Brésil a été élue en qualité d'hôte du XXIV^e INCOSAI en 2022.
- Une cérémonie d'adieu aux membres sortants du Comité directeur (les ISC d'Égypte, du Gabon et du Pakistan) a eu lieu.

73^{ème} réunion du Comité directeur



La réunion s'est tenue le 27 septembre 2019, sous la conduite du nouveau Président de l'INTOSAI, le Président de la Cour des comptes de la Fédération de Russie, avec la participation des nouveaux membres du Comité directeur, à savoir les ISC d'Algérie, de Namibie et de Thaïlande.

- Des rapports ont été présentés par les représentants de l'ISC du Brésil et par le Secrétaire général. L'ISC de la Fédération de Russie a fait rapport sur les perspectives de sa présidence au sein de l'INTOSAI pour la période 2019 à 2022.

Cérémonie d'inauguration



- Le 25 septembre 2019, la Cour des comptes de la Fédération de Russie a repris la Présidence de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Au cours des trois prochaines années, elle façonnera le programme de la communauté internationale de l'audit.
- Le président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Putin, le Maire de Moscou, M. Sergey Sobyenin, les représentants des Chambres de l'Assemblée fédérale russe, MM. Sergey Ryabukhin et Alexander Zhukov, la Secrétaire générale de l'INTOSAI et Présidente de la Cour des comptes autrichienne, Mme Margit Kraker, et le Président de la Cour des comptes des É.A.U., M. Harib Said Al Amimi, ont félicité la Cour des comptes pour sa Présidence.
- « Nous percevons le fondement de notre développement dans un dialogue constant visant à partager les expériences et les meilleures pratiques. La Fédération de Russie compte sur une coopération active avec tous les pays membres de l'organisation », a déclaré le Président de la Cour des comptes de la Fédération de Russie, M. Aleksei Kudrin.

Sessions plénières générales

Deux sessions plénières générales se sont tenues lors du XXIII^e INCOSAI (25 et 27 septembre 2019). L'ordre du jour des sessions comprend traditionnellement les rapports des personnes suivantes :

- Président de l'INTOSAI ;
- Secrétaire générale ;
- Présidents des Commissions d'objectifs ;
- Représentants des Organisations régionales ;
- Auditeurs de l'INTOSAI ;
- Représentant de l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) ;
- Représentant de la Revue internationale de la vérification des comptes publics ;
- Représentant des Nations Unies ;
- Représentant de la Banque mondiale ;
- Représentant de l'Institut des auditeurs internes.

Principales conclusions des Sessions plénières :

- Les amendements aux Statuts de l'INTOSAI ont été approuvés ;
- Le budget triennal de l'INTOSAI pour la période 2020 à 2022 et l'indexation des cotisations des membres à 7,67 % ont été adoptés ;
- Le Plan de développement stratégique de l'INTOSAI pour la période 2020 à 2022 a été adopté ;
- Les normes INTOSAI-P 10 (Déclaration de Mexico sur l'indépendance des ISC) et INTOSAI-P 50 (Principes des activités juridictionnelles des ISC) ont été approuvées ;
- Une orientation pour l'audit des systèmes d'information (GUID 5100) et une orientation pour l'audit du développement et de l'utilisation des indicateurs nationaux clés (GUID 5290) ont été approuvés ;

- De nouveaux membres du Comité directeur ont été élus :
 - L'ISC du Brésil comme Première Vice-présidente du Comité directeur pour la période 2020 à 2022, hôte du Congrès en 2022 et membre du Comité directeur jusqu'en 2031,
 - L'ISC d'Arabie saoudite en tant que Présidente de la Commission des affaires politiques, financières et administratives et Deuxième Vice-présidente du Comité directeur,
 - L'ISC des États-Unis d'Amérique en qualité de responsable de la Revue internationale de la vérification des comptes publics de l'INTOSAI jusqu'en 2025,
 - L'ISC de Norvège en qualité de Présidente de l'Initiative de développement de l'INTOSAI jusqu'en 2025,
 - L'ISC d'Algérie en qualité de représentante de l'AFROSAI jusqu'en 2025,
 - L'ISC de Namibie en qualité de représentante de l'AFROSAI jusqu'en 2025,
 - L'ISC du Japon en qualité de représentante de l'ASOSAI jusqu'en 2025,
 - L'ISC de Thaïlande en qualité de représentante de l'ASOSAI jusqu'en 2025,
 - L'ISC de Pologne en qualité de représentante de l'EUROSAI jusqu'en 2025,
 - L'ISC du Portugal en qualité de représentante de l'EUROSAI jusqu'en 2025.
- Les ISC de Jamaïque et de Lituanie ont été élues en tant qu'auditeurs externes de l'INTOSAI.

Sessions plénières thématiques

Thème I – « Les technologies de l'information utilisées pour développer l'administration publique »

La session plénière sur le Thème I s'est tenue le 26 septembre 2019. Elle a été animée par le Président de l'ISC du Koweït.

L'historique de l'élaboration du document de discussion sur le Thème I a été présenté, en commençant par un questionnaire portant sur des sujets tels que les données pour une meilleure administration publique, les aspects de l'audit des mégadonnées, le rôle de l'analyse des mégadonnées dans le respect des obligations gouvernementales, les difficultés d'utilisation des technologies de l'information dans l'administration publique. Au cours de la présentation, un vote a eu lieu sur la question « Êtes-vous d'accord sur le fait qu'une utilisation plus efficace des technologies de l'information améliorera les capacités de l'administration publique ? ». Plus de 90 % des participants ont été d'accord avec cette déclaration.

Au Mexique, par exemple, les technologies de l'information sont activement utilisées dans l'analyse du budget et d'autres informations financières. En réponse à la question « Pensez-vous que les mégadonnées constituent une ressource stratégique de base dans l'administration publique ? », 96 % des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative.

En ce qui concerne l'utilisation des technologies de l'information, le problème essentiel lié au manque d'échange de données avec les autres autorités de l'État a été identifié. Par conséquent, elles travaillent maintenant à la transition vers l'administration en ligne, une source unique de données. La question « Dans quelle mesure les technologies de l'information sont-elles utilisées dans vos ISC » a été votée, et 52 % ont répondu que les technologies de l'information sont appliquées dans presque tous les départements. Dans 29 % des cas, les TI ne sont appliquées qu'au travail comptable et administratif. 19 % ont répondu qu'elles travaillent sur la base des technologies de l'administration en ligne.

Au cours de la session, le Contrôleur général des États-Unis d'Amérique a souligné trois aspects essentiels :

1. Le monde des technologies de l'information renforce la transparence et la responsabilité des gouvernements ;
2. Les technologies de l'information dans l'efficacité et l'efficacités des systèmes informatiques de l'administration publique ont une incidence sur le bien-être des citoyens ;
3. L'impact des systèmes informatiques sur la qualité de l'audit.



Les É.A.U. disposent d'une base de données centralisée et des techniques spéciales sont utilisées pour minimiser le travail manuel. Les risques liés à l'utilisation des systèmes informatiques dans le travail des ISC ont également été abordés.

Le représentant de l'ISC d'Indonésie a abordé la question du développement de l'administration publique par l'utilisation des systèmes informatiques et a exposé la politique nationale pour la mise en place d'une administration électronique. La question suivante a été posée à l'auditoire : « Quelle est la meilleure pratique à adopter par le gouvernement pour garantir la qualité des données ? » Au cours de la discussion, les intervenants sont arrivés à la conclusion que les gouvernements demandent généralement les données par l'intermédiaire des ministères et les transmettent ensuite aux bureaux de statistiques. Mais ces bureaux n'ont pas la capacité de vérifier l'exactitude des données obtenues, il est donc important de créer une unité spéciale à cet effet.

Un représentant de la Banque mondiale a évoqué une initiative appelée GovTech utilisée pour accroître l'efficacité de l'administration publique. Ce système est conçu pour coordonner l'ouverture des transactions financières ; assurer la sécurité des systèmes d'information lors des paiements électroniques.

Thème II – « Le rôle que jouent les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans la réalisation des priorités et objectifs nationaux »

Concernant le document de discussion sur le Thème II, la question a été soulevée sur la manière dont, au niveau national, chaque ISC pouvait maintenir sa pertinence, répondre aux besoins des parties prenantes et contribuer à la réalisation des priorités et objectifs nationaux, en contribuant à accroître l'efficacité, la reddition de comptes et la transparence de l'administration publique.

La Cour des comptes de la Fédération de Russie a présidé le Thème II et a été le principal intervenant. Des rapports sur cette question ont également été présentés par :

- L'ISC des États-Unis d'Amérique : « Le rôle des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) dans la réalisation des priorités et des objectifs nationaux » ;
- L'ISC d'Afrique du Sud : « Rester pertinent, répondre aux besoins des parties prenantes, apporter une valeur ajoutée dans la réalisation des priorités et des objectifs nationaux » ;
- L'ISC de Finlande : « État d'esprit expérimental et compétences avancées des auditeurs » ;
- Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) : « ODD et Inclusion » ;
- L'ISC du Costa Rica — « Communications ».

La discussion a été résumée par le Vice-président du Thème II, l'ISC d'Italie.

Les ISC de France et de Hongrie ont également formulé des commentaires sur la question.



En plus des principaux points abordés au cours de la discussion, les participants ont été invités à répondre à un certain nombre de questions par le biais du vote électronique.

- « Quels sont les risques et les obstacles les plus importants liés aux services de conseil fournis par les ISC ? » La réponse la plus courante était : « La perte d'indépendance due à un conflit d'intérêts ».
- « Les principaux défis auxquels les ISC sont confrontées dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des objectifs nationaux et des ODD. » La réponse la plus courante était : « Les problèmes de qualité des données et d'accès ».
- « Quelles sont les compétences les plus importantes pour les auditeurs de demain ? La réponse la plus courante était « La réflexion stratégique et les prévisions ».
- En ce qui concerne l'engagement des parties prenantes, les réponses les plus courantes ont été les autorités législatives/judiciaires et les citoyens.

Au cours de la session, les participants ont eu l'occasion de poser leurs questions à l'aide d'un dispositif électronique. Les questions relatives à l'audit des objectifs nationaux et des ODD, ainsi qu'au maintien de l'indépendance de l'ISC dans son nouveau rôle de partenaire stratégique de l'État ont été abordées.

Session plénière de discussion et d'approbation de la Déclaration de Moscou

Les sessions plénières sur les Thèmes I et II du Congrès ont donné lieu à une session de discussion et d'approbation de la Déclaration de Moscou comprenant les principes formulés dans les documents de discussion.



Elle fournit 10 orientations pour le développement des ISC en vue d'accroître leur potentiel et leur pertinence pour les citoyens.

Parmi ces domaines, on peut souligner les points suivants :

- La contribution des ISC au système de reddition de comptes pour les résultats du développement national et la mise en œuvre des objectifs de développement durable,
- L'utilisation d'une approche stratégique dans l'audit public,
- La fourniture de recommandations supplémentaires basées sur les résultats d'audit des ISC,
- L'ouverture des données,
- Le développement de l'analyse des données,
- L'encouragement d'une culture basée sur le raisonnement expérimental,
- Une gestion des risques systémiques dans l'administration publique,
- Le renforcement des compétences des auditeurs et des inspecteurs,

- La promotion du principe d'inclusion,
- Un engagement constructif avec les parties prenantes,
- L'amélioration de la coopération et de la communication avec la communauté universitaire et la société dans son ensemble.



Le débat relatif à l'élaboration de la Déclaration de Moscou a suscité un vif intérêt de la part des participants au Congrès. 45 délégations ont pris la parole pour soutenir le document, dont des représentants des ISC d'Afghanistan, d'Afrique du Sud, d'Angola, d'Arabie saoudite, d'Argentine, des Bahamas, de Bolivie, du Brésil, du Cameroun, de Chine, de Colombie, de Corée du Sud, du Costa Rica, des Émirats arabes unis, d'Équateur, d'El Salvador, des États-Unis d'Amérique, de Finlande, du Honduras, d'Inde, d'Italie, de Jordanie, du Kazakhstan, du Kenya, du Maroc, du Népal, du Nigeria, d'Oman, d'Ouganda, de la Palestine, du Portugal, du Sénégal, de Serbie, de Somalie, du Soudan, du Royaume-Uni, de Tunisie, du Yémen et d'autres.

La Déclaration de Moscou a été appuyée par 98,9 % des chefs des délégations nationales qui ont participé au vote à l'issue des discussions.

Réunions parallèles du XIIIe INCOSAI

Formats de discussion

Le XXIIIe INCOSAI s'est concentré sur le développement de formats de discussion. Le programme traditionnel du XXIIIe INCOSAI a été complété par trois nouveaux événements :

- Réunions-débats avec la participation d'experts externes ;
- Discussions ouvertes sur les questions relatives à l'INTOSAI ;
- Sessions plénières thématiques avec vote interactif.

Réunions-débats avec la participation d'experts externes

Réunion-débat 1. « Macro-audit : Défis stratégiques pour l'économie mondiale et le développement international »

Experts :

Aleksei Kudrin, Président de la Cour des comptes de la Fédération de Russie ;

Ksenia Yudaeva, Première Vice-présidente de la Banque centrale de la Fédération de Russie ;

Kenneth Rogoff, professeur d'économie à l'Université de Harvard ;

Vinay Patrick Saldana, Directeur régional du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) en Europe orientale et en Asie centrale.

Points clés

- Le terme de « macro-audit » a été proposé par la Cour des comptes de la Fédération de Russie afin d'examiner plus largement les problèmes mondiaux, l'économie mondiale, les défis mondiaux, de réaliser un audit explicite des principales tendances et des risques en coopération avec des experts (Aleksei Kudrin) ;
- L'économie mondiale connaît des changements majeurs ; au cours des 5 à 10 prochaines années, le taux de croissance se maintiendra à un niveau relativement faible dans le monde entier (Aleksei Kudrin) ;

- Ce qui se passe actuellement fait partie d'un cycle qui n'est pas encore achevé, et chaque pays a désormais besoin de réformes structurelles (Kenneth Rogoff) ;
- L'un des principaux défis du monde moderne est l'inégalité des revenus. La liste des défis comprend également l'éducation et la quatrième révolution industrielle. Nous avons besoin d'une évaluation de l'efficacité des efforts, principalement étatiques, qui doit être effectuée en permanence (Aleksei Kudrin) ;
- Le temps est un autre facteur à prendre en compte. Ici, la technologie de pointe nous aidera, par exemple en matière d'audit financier (Ksenia Yudaeva).
- Le programme de la Cour des comptes pour la Présidence de l'INTOSAI prévoit le renforcement du rôle de l'analyse, de l'analyse des données, des méthodes d'audit fondées sur des éléments probants pour l'analyse et la comparaison des données, des résultats et du rôle des recommandations que formulent les auditeurs à leurs gouvernements (Aleksei Kudrin).

Réunion-débat 2. « Le développement durable à l'ère des grandes perturbations : Quelles solutions les technologies et les outils de gestion publique peuvent-ils apporter aux gouvernements ? »

Experts :

Herman Gref, CEO, Président du Conseil d'administration de la Sberbank ;

Sergey Sobyenin, Maire de Moscou ;

Philippe Roger, Vice-président de Microsoft (Europe centrale et orientale) ;

Augusto Lopez-Claros, Directeur du Département des indicateurs mondiaux et de l'analyse de la Banque mondiale (2011–2017), ancien économiste en chef du Forum économique mondial, Président du Forum sur la gouvernance mondiale.

Les participants ont tenté de répondre aux questions sur la nature de l'ère des perturbations et sur la manière de garantir l'efficacité des opérations lorsque les normes existantes s'effacent et que de nouvelles n'ont pas encore été élaborées.

Points clés

- Le courage politique et la lutte contre les stéréotypes sont l'un des principes fondamentaux de la gouvernance à l'ère des grandes perturbations. Le vainqueur dans la lutte pour un monde compétitif est celui qui prend des décisions plus rapidement, s'adapte au monde moderne et introduit des technologies modernes (Sergey Sobyenin) ;
- Avec les quatre révolutions industrielles, le gouvernement reste le même ; il y a trop de routine et de réglementation. Nous sommes à l'aube de la première révolution dans l'administration publique. Il est nécessaire d'introduire des innovations ;
- « Run–Agile–Disrupt » (en proportions égales) est le slogan de la première révolution dans l'administration publique (Herman Gref) ;
- Le monde a changé au cours des 75 dernières années, mais ce n'est pas le cas des principes de gestion. Nous devons être proactifs. Il est nécessaire de prévenir les crises et non d'y répondre (Augusto Lopez-Claros) ;
- Un autre principe majeur de la nouvelle ère est le développement des technologies de l'information. Il est nécessaire de développer la culture numérique, l'éthique de l'utilisation des technologies de l'information. Notre tâche est de montrer que la technologie est au service des personnes (Philippe Roger).

Discussions ouvertes sur les questions relatives à l'INTOSAI

Les discussions ont été animées par la Cour des comptes de la Fédération de Russie. Les discussions ont été tenues en anglais sous la forme de sessions stratégiques. Les participants ont été divisés en petits groupes pour discuter de thèmes donnés et identifier les points forts du développement dans les domaines indiqués. Les sessions ont été suivies par plus de 200 personnes issues de 50 pays. Les questions suivantes ont été sélectionnées pour la discussion :

1. Comment pouvons-nous rendre l'INTOSAI plus visible et plus influente ?
2. Défis et opportunités numériques : comment intégrer les technologies de pointe dans le travail quotidien des ISC ?
3. Comment les ISC devraient-elles transformer leur travail quotidien pour accroître leur pertinence dans un monde en mutation ?

4. Quel est le rôle des ISC pour préserver et accroître le niveau de confiance du public ?

Les résumés succincts ont été rédigés sur la base de la discussion de chaque sujet. Sur la base de l'analyse et de ces résumés, un document final a été préparé ; la Cour des comptes de la Fédération de Russie a l'intention d'utiliser ses principaux aspects dans le concept de sa Présidence de l'INTOSAI au cours des trois prochaines années.

Résultats des discussions ouvertes sur les questions relatives à l'INTOSAI

Lors de la discussion sur la question de l'augmentation de l'efficacité de l'INTOSAI, les participants sont arrivés à la conclusion que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques doivent protéger et renforcer leur indépendance, accroître la pertinence de l'INTOSAI au-delà de la compétence des institutions qui y participent, améliorer le système de communication, être axées sur les résultats et impliquer les parties prenantes dans l'interaction.



Pour répondre aux défis numériques auxquels la communauté d'audit est confrontée, les participants se sont concentrés sur des aspects tels que l'amélioration des compétences professionnelles, la création d'une structure et d'outils liés aux technologies numériques, la prospection de financement et l'amélioration de la qualité des données. Toutefois, les participants ont

souligné le fait que le travail d'audit ne peut pas être entièrement remplacé par les technologies numériques ou les spécialistes de l'informatique. Il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre les compétences des auditeurs en exercice et la numérisation de l'audit.

Lorsqu'on leur a posé des questions sur l'amélioration du travail quotidien des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, les participants ont mis l'accent sur l'indépendance financière, l'ouverture et la transparence de leurs organes, l'attitude envers les employés, la nécessité de rester en phase avec son temps, de s'impliquer dans le processus de transformation numérique et de soutenir l'épanouissement personnel.

En ce qui concerne le renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions supérieures de contrôle des finances publiques et les autorités de l'État, la discussion a débouché sur la nécessité de renforcer la confiance dans l'ensemble du système des autorités publiques. Dans le même temps, chaque organe individuel devrait améliorer la confiance du public de son côté. Les participants ont souligné l'importance d' « ouvrir les portes » de leurs ISC aux citoyens, de publier des rapports basés sur des informations triées sur le volet, d'utiliser divers canaux de communication (médias, parlement, etc.), ainsi que de présenter les problèmes, les solutions et les résultats du travail effectué.



Autres événements parallèles

Auditer la mise en œuvre des objectifs de développement durable

La réunion s'est tenue le 27 septembre 2019 et a réuni environ 90 personnes. Le Secrétariat général de l'INTOSAI a animé la réunion.

Les principaux conférenciers de la réunion émanaient des ISC d'Afrique du Sud, d'Autriche, du Costa Rica, de la Fédération de Russie et de l'Initiative de développement de l'INTOSAI.

Rôle des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques en matière de lutte contre la corruption

La réunion s'est tenue le 27 septembre 2019 et a été animée par l'ISC des Émirats arabes unis. Elle a rassemblé 60 participants au total. Les principaux intervenants étaient les Présidents des ISC de Chine, des Émirats arabes unis, d'Égypte, de la Fédération de Russie, du Pérou, et un représentant de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. La langue de travail de la réunion était l'anglais.

Au cours de la réunion, les conférenciers ont partagé leur expérience dans l'application des mesures de lutte contre la corruption. Une discussion a eu lieu sur l'évaluation des rapports

d'audit, sur la mesure dans laquelle ils peuvent être utilisés par les autorités anti-corruption. Une attention particulière a été accordée aux meilleures pratiques, à l'applicabilité des normes internationales et nationales potentielles et à l'évaluation des risques (par exemple, l'impact technologique sur le paysage de la corruption dans le domaine des marchés publics). Plusieurs initiatives de formation en collaboration ont été introduites.

À l'issue de la réunion, les parties ont convenu de participer à une réunion de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption les 14 et 15 décembre 2019, créée en vue d'élaborer un mécanisme d'interaction et de coopération entre les autorités anti-corruption et les ISC pour maximiser les avantages qui peuvent être obtenus de cette coopération.

Débat sur l'égalité entre les sexes

La réunion-débat a eu lieu le 27 septembre 2019, sous la conduite de l'Initiative de développement de l'INTOSAI, avec la participation des ISC d'Afrique du Sud, des Philippines, et de l'OLACEFS (Organisation des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Amérique latine et des Caraïbes).

Environ 40 personnes ont participé à la réunion.

La réunion a permis un échange de vues sur les aspects les plus importants de l'égalité entre les sexes.

Il a été noté que l'égalité entre les sexes, en tant que l'un des droits de l'homme les plus importants, joue un rôle essentiel dans la réalisation intégrale du potentiel humain par le biais du développement durable. La participation des femmes dans la société, y compris dans le domaine de l'audit, contribue à la croissance économique, à l'ouverture et à la transparence des institutions supérieures de contrôle des finances publiques.

Les hôtes ont partagé leur expérience pour assurer l'égalité entre les sexes dans les activités de leurs ISC et dans l'organisation des audits. À l'issue de la réunion, les parties sont parvenues aux conclusions suivantes :

- Il est essentiel de développer un modèle comportemental et un rôle modèle pour les ISC, avec un mécanisme de travail en matière d'égalité entre les sexes et un système de contrôle de la conformité ;
- Un nombre supplémentaire d'emplois devrait être créé pour les femmes au sein des ISC ;
- L'idée a été avancée d'intégrer l'égalité entre les sexes dans le nouveau Plan stratégique de l'INTOSAI ;
- Il a été proposé de créer une communauté de femmes auditrices de l'INTOSAI pour mener des audits de conformité aux principes de l'égalité entre les sexes ;

Les ISC dotées de compétences juridictionnelles

L'événement parallèle s'est tenu le 26 septembre 2019 et a réuni environ 50 participants du XXIII^e INCOSAI. Au cours de l'événement, les participants ont adopté un rapport sur le programme d'activités du Forum de la période écoulée, discuté l'adoption de la norme INTOSAI P-50 (Principes des activités juridictionnelles des ISC), soulevé la question de l'augmentation du potentiel de leurs activités et adopté le programme de travail du Forum pour l'année prochaine.

Déclaration de Moscou

Introduction

Conformément à la mission de l'INTOSAI en matière de progrès continu de l'audit gouvernemental et du renforcement des capacités des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC), le XXIII^e Congrès de l'INTOSAI (INCOSAI) développe les discussions précédentes et vise à assurer la pertinence continue des ISC en tant qu'institutions de grande valeur pour la société.

Le XXIII^e INCOSAI s'est consacré à la discussion sur la manière dont chaque ISC au niveau national pourrait s'associer aux développements en matière d'audit du secteur public et aux avancées technologiques pour rester pertinente, répondre aux besoins des parties prenantes et apporter une valeur ajoutée en assurant un contrôle externe indépendant sur la réalisation des objectifs convenus au niveau national, y compris ceux liés aux objectifs de développement durable (ODD).

La Déclaration met en lumière les principales conclusions du XXIII^e INCOSAI et les principaux domaines dans lesquels des progrès peuvent être réalisés à l'INTOSAI.

Pour assurer la valeur et les avantages, les ISC et l'INTOSAI doivent être en mesure d'appliquer de nouvelles approches et de tirer parti des possibilités qui s'offrent pour relever les défis émergents. Les ISC doivent s'adapter à l'évolution du monde de la gouvernance et, ce faisant, relever les défis nationaux et mondiaux émergents.

Les changements fondamentaux de l'audit public et des politiques publiques dans le monde entier ont créé un nouvel environnement et de nouvelles attentes pour les ISC. Ces changements récents dans l'environnement des ISC sont notamment les suivants : (a) l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et des ODD par tous les États membres des Nations Unies ; (b) la révolution des données ; (c) l'adoption du Cadre pour les prises de position professionnelles de l'INTOSAI (IFPP), et (d) les attentes et obligations découlant de l'ISSAI-P 12 : *la valeur et les avantages des ISC — faire une différence dans la vie des citoyens*. Les circonstances modernes imposent un travail d'audit de qualité et des approches d'audit et exigent des ISC qu'elles repensent davantage leur rôle dans le processus de responsabilité gouvernementale.

Bien que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) diffèrent en termes de capacités, de contextes et de mandats, elles sont toutes confrontées aux mêmes défis. Comment répondre à la demande du public pour une gestion efficace et efficiente des ressources publiques ? Comment faire face à la complexité de la gouvernance nécessaire pour réaliser les objectifs nationaux, les objectifs des programmes, les politiques et les stratégies ? Comment les ISC et l'INTOSAI peuvent-elles gérer les changements induits par la révolution et la numérisation des données ?

L'accélération continue de l'accumulation de données et l'évolution rapide de la technologie et de la communication constituent à la fois des défis et des opportunités pour améliorer la qualité de l'audit public, développer son efficacité, favoriser son orientation stratégique, et ainsi accroître la valeur des ISC pour leurs parties prenantes et améliorer la confiance dans les institutions publiques du monde entier.

Il n'existe aucune recette commune à suivre permettant aux ISC d'être des institutions agiles, efficaces, pertinentes et indépendantes d'une grande valeur. Les ISC continueront de mener des audits financiers, de conformité et de performance conformément à leur mandat officiel. Les ISC réalisent des activités d'audit conformes à leur mandat officiel et aux attentes des parties prenantes des ISC. Néanmoins, les orientations possibles sur lesquelles les ISC pourraient se concentrer, en fonction de leurs contextes et de leurs mandats respectifs, peuvent être appuyées par l'INTOSAI.

L'INTOSAI dispose d'organes de travail et d'initiatives qui permettent à l'INTOSAI de relever les défis qui émergent et de saisir les opportunités qui se présentent. Ces axes de travail feront partie intégrante des tâches, priorités et plans de l'INTOSAI à l'avenir.

Les Membres de l'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), réunis à Moscou du 25 au 27 septembre 2019

- reconnaissant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 25 septembre 2015, et la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/69/228 « Promouvoir et favoriser l'efficacité, le respect du principe de responsabilité, l'efficacité et la transparence dans les administrations publiques en renforçant les institutions supérieures de contrôle des finances publiques »,
- réaffirmant l'engagement d'apporter une contribution d'audit indépendante significative au Programme de développement durable à l'horizon 2030, tel qu'énoncé dans la Déclaration d'Abou Dhabi,
- reconnaissant l'indépendance des ISC comme un prérequis fondamental pour une contribution efficace à la responsabilité, à la transparence, à la bonne gouvernance, à la bonne utilisation des fonds publics et, finalement, à la valeur et aux avantages des ISC conformément à la norme ISSAI-P 12 et au Plan stratégique de l'INTOSAI pour la période 2017 à 2022,
- s'appuyant sur les normes du Cadre pour les prises de position professionnelles de l'INTOSAI ont proclamé que les futures orientations pour l'audit des finances publiques dépendent de l'engagement ferme des ISC et de l'INTOSAI à :
 - I. assurer un contrôle externe indépendant de la réalisation des objectifs convenus au niveau national, y compris ceux associés aux ODD ;
 - II. réagir efficacement aux opportunités apportées par les avancées technologiques ;
 - III. renforcer l'impact des ISC sur la responsabilité et la transparence de la gestion publique ;

ont convenu de ce qui suit¹.

Assurer un contrôle externe indépendant sur la réalisation des objectifs nationaux convenus, y compris ceux associés aux ODD.

1. Les ISC sont encouragées à contribuer à une reddition de comptes plus efficace, transparente et informative sur les résultats, en gardant à l'esprit la complexité des efforts gouvernementaux nécessaires pour soutenir la réalisation des priorités nationales et des ODD.
2. Les ISC sont encouragées à élaborer une approche stratégique de l'audit public pour appuyer la réalisation des ODD et des priorités nationales.
3. Les ISC peuvent améliorer la valeur de l'audit public en élargissant la formulation de conseils basés sur l'audit sur des questions importantes et stratégiques du parlement, du gouvernement et de l'administration publique.

Réagir efficacement aux opportunités apportées par les avancées technologiques

4. Les ISC pourraient promouvoir le principe de disponibilité et d'ouverture des données, du code source et des algorithmes.
5. Les ISC pourraient aspirer à mieux utiliser l'analyse des données dans les audits, y compris les stratégies d'adaptation, telles que planifier de tels audits, développer des équipes expérimentées pour les analyses de données et introduire de nouvelles techniques dans la pratique de l'audit public.

Renforcer l'impact des ISC

6. Les ISC peuvent encourager un état d'esprit expérimental en vue d'améliorer l'innovation et le développement.
7. Les ISC peuvent élargir l'accent mis sur (a) l'identification des domaines de risque d'intérêt national et international et la sensibilisation aux risques ; (b) la nécessité de gérer les risques systémiques au sein du gouvernement, en plus des risques opérationnels, d'entreprise et autres d'une entité unique.
8. Les ISC sont encouragées à former les auditeurs de l'avenir capables d'utiliser des outils analytiques des données et d'intelligence artificielle, des méthodes qualitatives avancées, d'améliorer l'innovation et d'agir comme acteurs stratégiques, échangeurs de connaissances et producteurs de prévoyance.
9. Les ISC devraient envisager de trouver plus de moyens afin d'aborder la question de l'inclusion lors de la réalisation des audits en tant que point central du Programme de

¹ Des précisions sur les orientations futures de l'audit public sont fournies en annexe de la Déclaration de Moscou

développement durable à l'horizon 2030, dont le principe est de ne laisser personne de côté, ainsi que d'autres programmes de développement.

10. Les ISC peuvent accroître l'impact positif en établissant une interaction productive avec l'entité auditée et en améliorant la coopération et la communication avec la communauté académique et le public en général.

Réaliser cette vision nécessite des engagements de la part de chaque ISC, ainsi qu'un soutien collaboratif de la part de tous les organes de l'INTOSAI, tels que les Commissions d'objectifs, les organes de travail, les Organisations régionales, l'IDI, la Revue internationale de la vérification des comptes publics, et le Secrétariat général. La coopération bilatérale et multilatérale parmi les ISC continuera de jouer un rôle particulièrement important pour aider les ISC à rester pertinentes.

Annexe

Précisions sur les orientations futures de l'audit public

I. Assurer un contrôle extérieur indépendant sur la réalisation des objectifs nationaux convenus, y compris ceux associés aux ODD

1. Les ISC sont encouragées à contribuer à une reddition de comptes plus efficace, transparente et informative sur les résultats, en gardant à l'esprit la complexité des efforts gouvernementaux nécessaires pour soutenir la réalisation des priorités nationales et des ODD.

Principales déclarations

- Les nouveaux objectifs mondiaux et nationaux exigent le recours à une gestion publique basée sur la performance et axée sur les résultats afin de responsabiliser les gouvernements envers le Parlement et le public.
- Les ISC sont encouragées à promouvoir une reddition de comptes fondée sur la responsabilité professionnelle, la confiance et une approche équilibrée de l'évaluation de la performance. La reddition de comptes axée sur les résultats est plus difficile à saisir, et de nombreux gestionnaires publics continuent d'acquérir les compétences nécessaires pour établir un budget basé sur la performance et fixer des objectifs et des résultats de performance qui ne sont pas financiers.
- Les ISC devront peut-être accorder une attention particulière à établir un lien entre les mesures de performance et les résultats complexes.
- S'il y a lieu, les ISC peuvent se concentrer sur l'évaluation de résultats et d'impacts complexes lors de la réalisation d'audits de programmes individuels ou d'entités publiques.
- Conformément à une approche pangouvernementale d'audit, les ISC peuvent aider à mettre en lumière les efforts des différents niveaux de gouvernement pour aligner ces efforts sur les indicateurs clés (indicateurs locaux, régionaux et nationaux qui sont liés aux ODD).

2. Les ISC sont encouragées à élaborer une approche stratégique de l'audit public pour appuyer la réalisation des priorités nationales et des ODD.

Principales déclarations

- L'INTOSAI vise à aider les ISC à contribuer de manière décisive au succès du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à aider à faire une différence dans la vie des citoyens, dans le respect de la norme ISSAI-P 12.
- Tant les objectifs nationaux que les ODD ne peuvent guère être atteints sans un effort conjoint des entités publiques, des différents niveaux de gouvernement et de la société.

- Les ISC sont encouragées à considérer un rôle de contributeur stratégique de la gouvernance tout en conservant leur indépendance. Leur indépendance, leur vision unique du cycle budgétaire et les connaissances accumulées peuvent contribuer à la réalisation des objectifs nationaux à long terme.
- Toutes les ISC, dans le cadre de leur mandat, pourraient contribuer à la réalisation des objectifs nationaux en encourageant une approche stratégique supplémentaire de l'audit, ce qui implique entre autres : (1) mener des audits d'une manière coordonnée en lien avec l'évaluation de la capacité du gouvernement à atteindre ses objectifs ; (2) évaluer la maturité des systèmes qui identifient la gouvernance stratégique — fixer des objectifs, aligner les stratégies sur les objectifs nationaux, fournir un retour d'information et des contrôles adéquats.
- Les ISC pourraient évaluer la coordination entre les différents niveaux de gouvernement pour évaluer les synergies entre les programmes, les politiques et les stratégies publics. Si le mandat et le contexte juridiques le permettent, les ISC sont bien placées pour évaluer la cohérence des politiques et se concentrer sur les questions et les approches transversales, et sur une perspective pangouvernementale.

3. Les ISC peuvent améliorer la valeur de l'audit public en élargissant la formulation de conseils basés sur l'audit sur des questions importantes et stratégiques du parlement, du gouvernement et de l'administration publique.

Principales déclarations

- Par leurs recommandations d'audit, les ISC peuvent remplir leur rôle de conseil sans compromettre leur indépendance, c'est-à-dire sans s'engager dans la gestion ou les opérations d'une entité auditée.
- Les activités de conseil des ISC pourraient être menées de manière à répondre à l'appel de la Déclaration de Beijing tout en illustrant et en promouvant les principes des Déclarations de Lima et de Mexico (ISSAI-P 1, ISSAI-P 10).
- Les ISC doivent protéger leur indépendance et leur position en évitant toute ingérence dans le processus de prise de décision et d'élaboration des politiques, ainsi que dans les fonctions de gestion du gouvernement, mais elles peuvent apporter une valeur ajoutée en abordant des sujets stratégiques, complexes et sensibles, à travers la formulation de recommandations.
- La formulation des conseils devrait être fondée sur des éléments probants et sur des recommandations d'audit, sur la base des positions institutionnelles indépendantes des ISC, des connaissances uniques accumulées et du jugement professionnel.
- Les produits autres que les produits d'audit des ISC pourraient accroître la valeur des ISC dans la promotion de la bonne gouvernance à travers la diffusion de l'expertise et des meilleures pratiques.

II. Réagir efficacement aux opportunités apportées par les avancées technologiques

4. Les ISC pourraient promouvoir le principe de disponibilité et d'ouverture des données, du code source et des algorithmes

Principales déclarations

- De plus en plus de données générées par les administrations publiques sont disponibles en formats ouverts. Ceci crée un nouvel environnement d'information pour chacun, et peut contribuer à accroître la transparence et à soutenir la responsabilité du gouvernement.
- Les ISC pourraient jouer un rôle important en informant et en guidant les gouvernements sur les avantages de l'ouverture des données publiques. Les ISC pourraient promouvoir le principe de disponibilité et d'ouverture des données produites par le gouvernement si cela n'est pas exclu par les lois sur la confidentialité ou les préoccupations relatives à la vie privée.
- Les ISC pourraient promouvoir l'ouverture des systèmes automatisés de prise de décision utilisés par le gouvernement en vertu des principes du code source ouvert et des données ouvertes.
- Les ISC devraient faciliter la discussion sur la publication des résultats des ISC dans un format de données ouvert, le cas échéant.

5. Les ISC pourraient aspirer à mieux utiliser l'analyse des données dans les audits, y compris les stratégies d'adaptation, telles que planifier de tels audits, développer des équipes expérimentées pour les analyses de données et introduire de nouvelles techniques dans la pratique de l'audit public.

Principales déclarations

- L'utilisation de l'analyse des données dans les ISC est une innovation nécessaire qui transforme les données en une ressource permettant de promouvoir l'efficacité, la responsabilité, l'efficacité et la transparence de l'administration publique.
- La position unique des ISC au sein du secteur public leur permet de collecter de grandes quantités de données auprès des entités auditées. L'utilisation de techniques d'analyse de méga-données (Big Data) dans le cadre du processus d'audit permet aux ISC :
 - de synthétiser les données obtenues des différents départements, domaines, niveaux de gouvernement et régions, ce qui permet la synthèse des données ainsi obtenues pour trouver des solutions aux problèmes qui se posent à l'échelle pangouvernementale ;
 - de combiner des approches de collecte de données sur place, hors site et mixtes pour fournir des mises à jour régulières des données et permettre un suivi en temps réel des questions générales et des principaux domaines de risque.

- Les ISC pourraient bénéficier de la réalisation de recherches analytiques de méga-données à l'étape préliminaire des audits. Cela réduira le temps de travail sur le terrain et permettra une surveillance régulière du suivi.
- Les ISC pourraient bénéficier de l'extension des travaux de recherche et de l'amélioration de leur travail méthodologique interne pour appliquer des méthodes de recherche solides et appropriées. Les ISC pourraient également faire appel à des institutions académiques en vue de mener des recherches en coopération.
- En renforçant la coopération entre les ISC et les organisations internationales concernées, l'INTOSAI peut synthétiser l'expérience et les connaissances en matière d'audit des méga-données, élaborer des lignes directrices et des rapports de recherche pertinents et encourager les ISC à augmenter leurs capacités d'audit des méga-données.

III. Renforcer l'impact des ISC

6. **Les ISC peuvent encourager un état d'esprit expérimental en vue d'améliorer l'innovation et le développement.**

Principales déclarations

- Pour donner l'exemple, les ISC pourraient renforcer leurs capacités d'innovation et d'expérimentation, c'est-à-dire inclure des étapes d'apprentissage, de test et d'évaluation dans certains aspects de leur travail. Les approches expérimentales des ISC pourraient accélérer l'apprentissage et renforcer les capacités en établissant et en testant systématiquement les hypothèses, et en identifiant les lacunes dans les connaissances.
- Les ISC pourraient appuyer une utilisation plus efficace des connaissances fondées sur l'expérimentation au sein de la société et une intégration plus poussée de l'expérimentation dans les programmes, les stratégies et les politiques du secteur public.
- L'expérimentation en matière de politiques publiques vise à trouver des méthodes novatrices pour obtenir des résultats. Pour s'attaquer à des questions complexes et obtenir de meilleurs résultats, les ISC peuvent soutenir des approches expérimentales. Découvrir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans les politiques publiques permet de comprendre l'efficacité des interventions.

7. **Les ISC peuvent élargir l'accent mis sur (a) l'identification des domaines de risque d'intérêt national et international et la sensibilisation aux risques ; (b) la nécessité de gérer les risques systémiques au sein du gouvernement, en plus des risques opérationnels, d'entreprise et autres d'une entité unique.**

Principales déclarations

- Les ISC sont encouragées à adopter une vue d'ensemble des objectifs de leurs gouvernements, à identifier les risques importants et systémiques dans l'obtention des résultats et à formuler des recommandations sur la manière d'atténuer ces risques.

- Les ISC pourraient envisager de créer des groupes de prévoyance et commencer à fournir des produits offrant une perspective de prévoyance afin de regrouper l'analyse des activités d'audit et des activités non liées à l'audit.
- Les ISC devraient continuer de fonder leurs décisions sur des programmes de gestion des risques conçus pour anticiper les risques d'audit et éviter d'exclure des sujets pertinents qui devraient être inclus dans les plans d'audit.
- La gestion des risques devrait devenir une pratique de gestion régulière des ISC.

8. Les ISC sont encouragées à former les auditeurs de l'avenir capables d'utiliser des outils analytiques des données et d'intelligence artificielle, et des méthodes qualitatives avancées, d'améliorer l'innovation et d'agir comme acteurs stratégiques, échangeurs de connaissances et producteurs de prévoyance.

Principales déclarations

- Assurer la professionnalisation de leur personnel est un objectif clé. Les compétences et les qualifications des auditeurs sont le principal atout des ISC.
- L'évolution de l'environnement d'audit et des attentes des parties prenantes façonne les nouvelles exigences et celles qui existent par rapport à l'ensemble des compétences des auditeurs des ISC :
 - réflexion stratégique - analyse de faisabilité, réflexion fondée sur des hypothèses, identification des relations de cause à effet, orientation des objectifs, prévoyance, planification stratégique, pensée systémique, priorisation ;
 - compétences en analyse de données - travailler avec des ensembles de données et des bases de données, la visualisation des données et la présentation de données complexes ;
 - compétences générales - communication efficace, intelligence émotionnelle, établissement et maintien de la confiance fondée sur le professionnalisme, le leadership et la capacité d'établir un consensus.
- Pour renforcer le potentiel analytique, les ISC peuvent créer des unités d'analyse pour traiter des problèmes particuliers (par exemple la compréhension des risques et de la gestion des risques, l'évaluation des programmes, etc.).

9. Les ISC devraient envisager de trouver plus de moyens afin d'aborder la question de l'inclusion lors de la réalisation des audits en tant que point central du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont le principe est de ne laisser personne de côté, ainsi que d'autres programmes de développement.

Principales déclarations

- Les ISC pourraient bénéficier de leur expertise transversale et contribuer à la bonne gouvernance et à l'inclusion des politiques dans les domaines socialement importants, liés aux ODD (environnement, éducation, santé, égalité des sexes, etc).
- Les ISC peuvent contribuer au principe de « ne laisser personne de côté » en menant des audits sur les questions d'égalité des sexes et sur le principe d'inclusion. Lors de l'audit de l'égalité des sexes et de l'inclusion, il est essentiel de s'entendre sur sa signification dans le contexte national et de bien en clarifier les implications pour la mise en œuvre du Programme 2030 et des ODD.
- Les ISC pourraient évaluer l'état de préparation des systèmes statistiques nationaux pour suivre la réalisation des objectifs nationaux et la mise en œuvre des ODD en procédant à un audit des informations associées, relatives à la performance.
- Les ISC pourraient envisager d'évaluer l'inclusion en examinant l'état de préparation des mécanismes nationaux de mise en œuvre, les objectifs gouvernementaux, l'information sur la performance, la mise en œuvre d'ODD spécifiques et d'objectifs nationaux approuvés, etc.

10. Les ISC peuvent accroître leur impact positif en établissant une interaction productive avec l'entité auditée et en améliorant la coopération et la communication avec la communauté académique et le public en général.

Principales déclarations

- L'interaction avec l'entité auditée est cruciale pour expliquer et clarifier les recommandations des ISC et faciliter leur mise en œuvre.
- Les ISC peuvent bénéficier d'une communication efficace entre l'ISC et ses parties prenantes, qui renforce la capacité de l'ISC à identifier et à analyser les questions d'intérêt national afin de prendre des décisions éclairées sur un programme, un projet ou une activité.
- Les ISC pourraient améliorer leur communication avec les experts et les communautés académiques - une source précieuse d'informations pertinentes et d'analyses factuelles. Les ISC devraient constamment aspirer à poursuivre le développement de leurs approches et techniques méthodologiques.

- Les ISC peuvent également bénéficier de la mobilisation des citoyens, par le biais du *crowdsourcing*, de rencontres et de concours en sciences des données, etc. Les outils de mobilisation du public catalysent l'inspiration du public, augmentent la confiance du public, permettent la concentration des efforts mutuels et encouragent des solutions novatrices aux défis publics.



Cour des comptes de *la Fédération de Russie*
Moscou, 2, rue Zubovskaya